L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
IMPRIMÉ PAR JEROME BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 7 JANVIER 1836.

L'EDITEUR DE L'ABEILLE EST CANDIDAT A LA PLACE D'IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ; il sollicite les suffrages de l'assemblée générale.

Une des assemblées les plus nombreuses et les plus imposantes à laquelle nous ayons jamais assisté, a eu lieu hier soir à l'hôtel Bishop dans le but de recevoir les commissaires délégués par le gouvernement provisoire du Texas. L'assemblée s'organisa sous la présidence de M. William Christy : MM. J. H. Caldwell & Wm. Bryan furent nommés secrétaires.

Les commissaires Texiens, le colonel Austin, le Dr. Archer et le colonel W. H. Wharton sont invités à prendre place auprès du président.

Le but de l'assemblée étant expliqué d'une manière satisfaisante par le président, MM. Archer, Austin, Wharton Birdsoh (du Kentucky) et S. Ellis s'adressèrent à l'assemblée de la manière la plus éloquente ; après quoi les résolutions suivantes furent adoptées par acclamation.

Résolu que d'après l'opinion unanime des membres composant cette assemblée, la cause dans laquelle le peuple du Texas est maintenant engagé est celle de la liberté, de la justice et du libéralisme contre la tyrannie, l'oppression mosacale et le despotisme militaire.

Il est de plus résolu, que nous le félicitons sincèrement du brillant succès qu'il obtint à St. Antonio de Béjar

Il est de plus résolu, que nous ressentons avec la plus profonde douleur la perte de, col. Milam, commandant intrépide des valeureuses troupes qui conquirent San Antonio, et qui tomba victime de la cause de la liberté, défendue avec courage par son pays opprimé.

Il est enfin résolu, que les procédures de l'assemblée seront publiées dans toutes les gazettes de la ville.

Wm. CHRISTY, Président.

J. H. CALDWELL, } Secrétaires.
WM. BRYAN, }

On donne ce soir GUILLAUME TELL, au Théâtre de la rue du Camp, pour le soutien de la cause des Texiens.

Les Compagnies d'Assurances des Etats-Unis, de North River, Bowery, de la ville de Greenwich, &c. seront en état de payer toutes les pertes qui leur ont été occasionnées par la dernière conflagration, et de continuer les affaires d'assurances avec un assez fort capital. La compagnie de Bowery a souffert probablement moins qu'aucun autre : leur perte ne montant qu'à *quelques millions de piastres. Les compagnies suivantes*, l'Equitable et l'East-River, payeront toutes leurs pertes. La plupart des autres, et mêmes toutes, seront probablement obligées de se dissoudre : une partie considérable de la propriété détruite se trouvant assurée dans d'autres villes, beaucoup aussi d'entre elles étaient à la charge des Compagnie d'Europe.

DE SAINT-AUGUSTIN.—Le capitaine Pennoyer assure que l'on a reçu à St.-Augustin l'information que les Indiens avaient envoyé leurs femmes et leurs enfans dans l'intérieur, faisant toutes sortes de préparatifs pour attaquer les blancs, et ayant, à quelques exceptions près, formé des corps à huit milles du camp Ming. Cinq ou six cents guerriers se sont assemblés, et les troupes des Etats-Unis ne sont pas suffisantes, pour protéger les habitans. Une grande fermentation règne dans tout le territoire. Plusieurs familles ont été obligées d'abandonner leurs demeures.

St. Augustin est entièrement sans défense, et restera ainsi jusqu'au retour du Dolphin, le capitaine ayant reçu l'ordre d'emporter avec lui cinq cents fusils.

Un des chefs indiens, de nos amis, avec deux de ses filles, en retournant du camp Ming, ont été surpris par un parti d'indiens ennemis et massacrés.

Du second correspondant de l'Abeille.

WASHINGTON, 23 déc. 1835.

LETTRE V.

Une de ces questions sur lesquelles l'on s'attendait à voir s'élever une discussion, mais qui vive, vient d'être soumise à la Chambre plutôt, et sous une forme plus inoffensive qu'on ne le supposait généralement. Les délibérations de la Chambre basse ne sont jusqu'à ce jour qu'une continuation de débats inutiles commencés vendredi dernier.

Quoique les papiers vous aient probablement déjà donné des détails plus circonstanciés des discours prononcés, il n'est peut-être pas inutile de dire quelques mots sur l'ordre de la discussion qui occupe le temps du Congrès et jette la zizanie parmi ses membres.

Vendredi dernier une pétition fut adressée au Congrès de la part de quelques fanatiques de l'Ouest, demandant l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbia. Après quelques remarques la pétition fut lue : l'impression n'en fut pas ordonnée, et elle fut déposée sur le bureau. Cette *mesure* obtint une majorité imposante.

Lorsque la délégation du Massachussetts fut appelée à présenter les pétitions, l'un des membres présenta un mémoire des citoyens de Wrentham dans le même but ; ce mémoire allait subir le sort de la pétition précédente lorsque M. Hammond de la Caroline du Sud fit la motion qu'il fut rejeté sur le champ.

Cette motion fut le signal d'une discussion qui jusqu'à cette heure n'a été qu'une suite de déclamations, qui ont donné aux pères du Sud, et parmi eux quelques individus, qui en conséquence de leurs doctrines politiques, ne sont pas à l'abri du soupçon que leurs vues sont dangereuses, paraissent décidés, bon gré malgré, à tenir sur le tapis une question dont il est encore vivement agité, et qu'il faut toujours *être* que les partisans du Sud soutiennent, et cela avec raison, que la question de la libre inconvertible de posséder des esclaves, que ce droit leur étant garanti par la *constitution comme membres de la confédération*, tant que la constitution continuera à être la loi suprême du pays. J'ai entendu des membres du Sud déclarer à la dernière session, que cette question ne pourrait être soumise, que personne ne voudrait même discuter les droits imprescriptibles de la liberté, du bonheur et de la vie, et que du moment qu'on tenterait d'introduire cette discussion, ils se retireraient, et que dès lors le Congrès cesserait d'être un Congrès des Etats-Unis. Cette déclaration était noble, hardie et convenable : mais hélas ! que voyons nous en présence de cette déclaration ? le nombre des mêmes chambres qui s'étaient ainsi prononcés non seulement chercher et même demander, mais encore en forcer la discussion devant la Chambre. Qu'en saurait se méprendre sur la véritable état des choses. Les esprits dont déjà ardemment montés, que presque tous les réglemens d'ordre de la Chambre ont été violés, que c'est ce qui a donné lieu à l'orateur à demander aux membres leur appui—dans prétexte de motions pour déposer sur le bureau, pour reconsidérer les voter, ou pour rejeter préremptoirement les *pétitions*, la Chambre s'est trouvée entraînée dans la discussion de la question toujours elle aurait pu l'être si un bill avait été présenté pour l'abolition de l'esclavage.

Cependant, il ne faut pas vous méprendre sur les véritables sentimens de la Chambre, ils sont justes, et elle est prête à défendre la constitution et à maintenir ses droits. Mais les agitateurs, les nullificateurs qui abhorrent cette Union, et cette petite branche d'enfans perdus dernier espoir d'un parti qui supporte il paraît qui sont déterminés à ne pas souffrir que les choses prennent le cours que désignent également la justice et la raison—les mêmes membres qui ont présenté les pétitions ont déclaré qu'ils n'avaient aucune intention de les soutenir et qu'ils ne les présentaient que pour se conformer aux devoirs en vers leurs électeurs ; mais le pied saigne. M. Hammond et *Pickens, de la Caroline du Sud* ont placé la question, a forcé plus d'un membre, dont on ne saurait douter des opinions, relativement à la folie des abolitionistes, à s'opposer à une motion qui autant que le plan des démagnatiseurs, attaque un autre droit constitutionnel, le droit sacré de pétition.

Parmi ces démagnatiseurs il en est qui sont vendus quelques-uns sont fanatiques, tandis que les autres sont des intrigans. Cependant ils n'en sont pas moins citoyens des Etats-Unis, et comme tels ont le droit de pétitionner le Congrès. La convenance d'exercer ou bien l'exercice positif de ce droit, présente une autre question sur laquelle nous, du Sud, ne saurions différer matériellement. Il vous sera facile de vous apercevoir d'après ce qui précède, que la difficulté qui existe n'est pas relative au contenu des pétitions mais bien à la manière dont on doit en disposer ; car personne jusqu'à *présent*, n'a dit *un-mot en leur faveur* mais tout en manifestant un sentiment contraire, un grand nombre, et parmi eux des membres du Sud, prétendent que les rejeter préremptoirement serait attenter à un droit précieusement démontré et assuré par la constitution. Il n'existe pas de précédent, excepté dans l'affaire des *aliens* où une pétition rédigée dans un langage respectueux n'ait pas obtenu pour le moins l'honneur d'être déposée sur la table de l'orateur.—Telle est la ligne de conduite que se sont tracée ceux, qui décidément opposés aux abolitionistes, semblent vouloir arracher de leurs droits du peuple du Sud et aux pétitionnaires du Nord qui pétitionnent à toute éternité, le Congrès n'est pas plus obligé, qu'il ne paraît disposé, à prendre leurs pétitions en considération. Aussitôt présentées qu'elles soient déposées sur la table, pour être ensuite balayées avec le reste des paperasses, pourdire rongées par les souris du capitole ! Mais ceux qui veulent le rejet préremptoire, prétendent qu'ils ne savent pas satisfaits d'une *déposition négative* ; ils insistent sur un vote positif ; et *ce vote doit être le rejet de la pétition* ; il faut y avoir erreur de jugement de ma part, mais il me semble que cette manière d'agir ne tend pas à assurer un droit qu'on sacrifierait un autre droit. Pour mieux faire ressortir l'affaire, *supposons une hypothèse* : le président dans son message, appelle l'attention du Congrès sur la question de savoir s'il conviendrait de modifier les lois sur le département de la poste de manière à nous protéger contre les effets que pourraient produire les pamphlets des abolitionistes. Ce sujet a déjà été envoyé à un comité spécial du Sénat, composé de Calhoun, Mangum, King de la Georgie, Linn et Davis, tous appartenant au Sud, excepté le dernier. On pense généralement que ce comité rapportera un bill défendant la transmission de ces écrits incendiaires par la poste. Mais la bill peut être perdu dans le Sénat ou dans la Chambre. S'supposons dans ce cas que nous, démocrates au Congrès de passer la loi, et que sur la présentation de ces pétitions, les députations des Etats libres, se lèvent en masse pour demander le rejet de nos pétitions comme attentatoires au *droit constitutionnel de la liberté de la presse*. Une pareille motion serait-elle plus justifiable que celle proposée par M. Hammond ? Toute notre représentation du Sud ne s'y opposerait-elle pas, comme une violation flagrante d'un droit inaliénable ? *droit qui, ici*, comme par le parlement Britannique, a courbé, a exciter nos ancêtres à secouer le joug de la même patrie ? La question est toujours soumise à la discussion, et je ne saurais dire encore comment elle se terminera ; mais il me semble que nos hommes d'Etat ont choisi

[illegible] pour calmer l'excitation du [illegible] moyens de cette agitation dans la Chambre ils auraient espéré un seul moment s'approprier le monopole de faire des discours pernicieux. Les réponses se succéderont jusqu'à ce que les colonnes de nos gazettes surchargées de matières dix fois plus dangereuses que les exclamations stupides des abolitionistes servirent ces indignes projets que nous désapprouvons tous. HIERRO.

LEGISLATURE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SENAT.

Séance du Mercredi 6 Janvier 1836.

Conformément [illegible] gulièrement le Sénat s'est assemblé.—Membres présens—MM. Derbigny, Brownson, Bossier, H[illegible]coste, Labranche, Moore, Curry, Lewis, Nicholas, Labauve, Johnson et Téte, M. Duprè est entré pendant la séance.

M. Moore donne avis qu'il présentera un acte supplémentaire à l'acte du mois de Mars 1835, incorporant la compagnie de la Bourse et des bâtisses.

M. Brownson informe le Sénat qu'il présentera un acte fixant l'époque des sessions des différentes cours de paroisse dans l'Etat.

Le président du Sénat présente le rapport annuel de M. Curry, rapporteur de la *Cour Suprême*, dans lequel il annonce que 500 volumes des rapports ont été imprimés pour la somme de $1,800.

M. Hoa obtient la permission de présenter un bill relatif à l'imprimeur de l'Etat. La première section de ce bill enjoint à l'imprimeur le devoir d'imprimer tout ce qui lui sera ordonné par l'exécutif et par l'administration, ainsi que par l'adjudant-général ; la seconde section lui accorde un salaire annuel de $4,000, payable de la manière suivante : $1,500 en entrant en fonction, $1,500 ; lorsqu'il aura livré à l'exécutif, les lois et les journaux de la session, et $1,000 à l'expiration de son contrat. La troisième section exige de l'imprimeur un cautionnement de 65,000 pour la fidèle exécution de ses devoirs, la quatrième section abroge toutes les contraires à la présente.

Ce bill est lu une seconde fois, section par section ; la troisième lecture est renvoyée à demain.

Le Sénat s'occupe de l'ordre du jour.

La résolution fixant le jour de l'élection de l'imprimeur de l'Etat a été, sur motion de M. Browson, renvoyée *jusqu'à ce que l'on ait statué définitivement sur* le bill définit le travail et les salaire de cet officier, ait été adopté.

L'acte présenté la veille a subi une seconde lecture.

La première section modifie la septième section de l'acte du 15 janvier 1805 concernant les ventes à l'encan, de manière que les encanteurs puissent vendre les marchandises avariées, en payant à l'Etat un droit de deux pour cent sur toutes les ventes.

M. Hoa dit que cette modification à l'acte de 1805 est nécessaire pour empêcher la fraude ou les inconvéniens qui peuvent naître d'une mésinterprétation de la clause que l'on propose d'abroger. L'Etat a droit à une commission sur toutes les ventes à l'encan ; *mais* d'après la clause telle qu'elle a existé, les gardiens du port et le capitaine du port avaient la faculté d'inspecter et de décider sur toutes les marchandises importées qui se trouvaient avariées, et les *marchandises* étaient alors vendues pour compte de ceux auxquels elles appartenaient, ce qui prive l'Etat de sa commission. La section de la présente loi est d'obvier à cette fraude ou à ces inconvéniens et à s'assurer en même tems par l'inspection et le témoignage sous serment du capitaine et des gardiens du port que les marchandises sont avariées.

La première section a été adoptée à l'unanimité.

La seconde section propose de changer les mots "marchandises etc." vendues à tout magasin d'encan, en ceux " vendues par tout encanteur commissionné."

M. Hoa explique que l'objet de cette section est d'empêcher la fraude. La loi de 1805, telle qu'elle existe maintenant est souvent interprétée de manière qu'aucune commission ne peut être exigée sur toutes *ventes* à l'encan qui ne sont pas faites dans les maisons ou magasins des encanteurs ; et plusieurs ont profité de cette ambiguïté de rédaction pour vendre en d'autres lieux, sans payer de commission. On pourrait désigner *plusieurs maisons* de cette nature, [illegible] sénateur d'Orléans), s'épargne aux sentimens d'un homme d'honneur de se rendre délateur. Son désir est d'empêcher de pareilles fraudes à l'avenir, et de statuer qu'aucune vente publique ne pourra être faite ; ne par un encanteur commissionné, et qui sera obligé de payer à l'Etat une commission sur toutes marchandises vendues dans quelque lieu que ce soit—Cette section est adoptée à l'unanimité.

La troisième section impose une amende de cinq cents piastres sur tout encanteur qui entreindrait les dispositions de cette loi, comme il est spécifié dans l'acte du 15 janvier 1805.—Adopté à l'unanimité.

Le Sénat a égé à huis clos pour entendre un message du Gouverneur contenant la nomination des deux [illegible]

Une résolution a été reçue de la Chambre par M. Roussell son secrétaire, dans laquelle elle informe le Sénat qu'elle a fixé jeudi pour procéder à la nomination d'un sénateur au Congrès.

Cette résolution a subi sa première lecture.

M. Moore fait la motion qu'elle soit lue une seconde fois—rejeté.

M. Moore présente un bill pour empêcher d'une manière plus efficace les duels. C'est une copie des lois existantes à ce sujet dans la Virginie.

La première section considère toute personne coupable comme principal ou témoin, dans un duel [illegible] personne un tué, comme coupable de meurtre et passible de la peine de mort.

La seconde section rend ineligible, à aucune place d'honneur ou de profit toute personne qui aura pris part dans un duel, en se battant, en envoyant ou en acceptant un cartel, ou en aidant ou excitant d'autres à le faire.

La troisième section oblige toute personne nommée à aucun poste ou place civile ou militaire, judiciaire ou législative de prêter serment que de *puis l'adoption de cet acte elle n'a pas pris part* d'une manière directe ou indirecte dans un duel et de plus qu'elle n'y prendra jamais part.

La quatrième fait un devoir au juge de faire mention de cette loi dans leur charge au jury et de les engager à user de vigilance pour en mettre les dispositions à exécution.

La cinquième section autorise tout magistrat ou juge de p ix à lancer son mandat pour l'arrestation de toute personne qui aurait l'intention de troubler la paix et de les mettre sous bon et valable cautionnement.

La sixième section explique le mode de procéder contre tout citoyen de l'Etat qui en soutirait pour se battre en duel, et des *poursuites à faire* si l'une des parties était tuée.

La septième section oblige les avocats de district, d'informer le Gouverneur de toute infraction [illegible] loi afin que les poursuites puissent être immédiatement intentées contre les parties offensantes.

La huitième articule que toute parole et expression proférée avec intention d'insulter, et dans le but de troubler la paix, ou d'induire à des actes de violent e seront condamnables.

La neuvième ordonne que cet acte sera en force à dater de sa passation.

Sur motion de M. Hoa, il est ordonné que ce bill soit imprimé. Il désire que tous *les bills d'une nature* générale ou d'une importance publique soient imprimés avant d'être discutés, afin que chaque membre des deux chambres puisse prendre connaissance de *ses dispositions, et soit à même de former son opinion.*

Aucune affaire n'étant devant le Sénat, la motion pour l'ajournement a été adoptée.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Séance du 6 Janvier 1836.

A onze heures 25 minutes, l'orateur prend son siége et appelle les membres à l'ordre.

L'appel nominal étant fait, il a paru que 46 membres étaient présens.

Le journal de la dernière séance étant lu et approuvé, l'orateur présente à la Chambre une lettre du greffier, par laquelle ce dernier *offre sa résignation.*

Mr. Montégut fait la motion que la Chambre procède de suite à la nomination d'un greffier adopté.

Le scrutin ayant en conséquence passé, Messrs. *Pepin* et Bienvenu étant nommés vérificateurs, au dépouillement de la boîte il a paru que sur 46 membres présens,

Mr. Roussel avait obtenu	29 voix
Pitot	4 "
Cuvillier	5 "
Cushon	7 "
Augustin	1 "
Total	46 voix.

Mr. Roussel ayant obtenu la majorité requise, est reconnu dûment élu greffier de la Chambre des Représentans.

L'orateur soumet à la Chambre la communication suivante de Mr. Roussel.

A l'Honorable Orateur de la Chambre des Représentans.

Monsieur:

Ayant été élu greffier de la Chambre des Représentans, je vous soumets respectueusement ma démission comme membre de ladite chambre.

Jalousie, &c,

F. ROUSSEL.

Le serment voulu est ensuite administré au greffier nouvellement élu.

Mr. Augustin présente une pétition au président et directeurs de la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et de Carrollton, demandant certains amendemens à leur charte d'incorporation.

Sur motion du même membre, cette pétition est référée à un comité spécial de cinq membres. L'orateur nomme en conséquence Messrs. Augustin, Ogden, Armand, Lawson et Ducros, pour composer ledit comité.

Mr. Penn introduit une résolution pour autoriser le *sergent d'armes à faire placer un tapis à la galerie qui* est devant les colonnes de la Chambre dans les Représentans, et à faire mettre des sièges de manière à recevoir commodément les personnes qui seront invitées par les Représentans.

Un membre fait observer que cette résolution est contraire à la loi ordonnant la construction de l'édifice qui est présentement du local à la Chambre.

Mr. Penn consent à retrancher la dernière section de sa résolution qui a rapport aux tapis.

Mr. Augustin introduit comme amendement à la résolution que l'on fera poser également des tapis sur [illegible] qui se trouve en dehors des colonnes, à droite et à gauche du siége de l'orateur.

La résolution ainsi amendée est adoptée.

Mr. Couvillon présente la résolution suivante qui est adoptée :

"Résolu que le bureau des travaux publics soit notifié d'avoir à faire examiner par l'ingénieur de l'Etat, les bayous Rouge et de Gleize, dans la paroisse des Avoyelles, et rapporter un plan ou devis des améliorations à y faire."

Mr. Winn présente également la résolution suivante qui est aussi adoptée :

"Résolu que le caissier de la Banque des Citoyens de la Louisiane *soit respectueusement invité à soumettre*, aussitôt que possible, à l'Orateur de cette Chambre un tableau exposant, 1° en ordre alphabétique les noms des premiers souscripteurs au fonds capital de cette banque, le lieu de leur résidence respective, le nombre des actions souscrites par chacun d'eux et la somme qui a été versée sur chacune d'elles par les cosouscripteurs ; 2° Dans le même ordre, les noms des actionnaires de la dite Banque au premier juin 1 35, leurs lieux de résidence, et la quantité d'actions possédées par chacun d'eux au jour susdésigné ; 3°. Les noms des actionnaires *actuels* : leurs lieux de résidence et le nombre d'actions que chacun d'eux possède."

Le même membre présente encore la résolution suivante :

"Résolu, qu'un comité réuni de cinq membres de la Chambre, et de membres du Sénat dont nommé pour examiner l'état des affaires de la Compagnie du Gaz et de la Banque de la Nouvelle-Orléans, conformément aux dispositions de la huitième section de la [illegible] de la dite banque ; lequel comité devra faire son rapport.

Cette résolution ayant subi sa [illegible] lecture

[illegible] ordre du jour [illegible]

Mr. Montégut présente [illegible] Hardy, le célèbre défaut [illegible] en faveur de sa position [illegible] courant à la Législature.

Sur motion de Mr. Mont[illegible] fixé à un comité spécial de [illegible] l'orateur nomme Messrs [illegible] pour composer le d[illegible]

Mr. Briggs présente la [illegible] Chambre et mem[illegible] examiner la *situation* [illegible] de la Nouvelle-O[illegible] faire son rapport.

Cette résolution a [illegible] est mise à l'ordre pour

Mr. Sparks donne [illegible] un bill intitulé "A[illegible] ration de la [illegible] Nou[illegible]

[illegible] peu, il in[illegible]oque de la nomination [illegible]ko d'Etat dans et pour la pa[illegible] au jur[illegible]corder des pouvoirs additionnels [illegible] de la paroisse de St Landry ; et

3°. Acte pour rompre les liens de mariage entre Eliza O'Connor *Walsh, de la paroisse de St. Martin*, et Gaston Powell, son époux.

Mr. Lewis donne avis qu'il présentera incessamment un bill intitulé : "Acte pour étendre le droit de *suffrage*."

Mr. Lawson informe la Chambre que sous peu, il introduira un bill qui aura pour titre "Acte pour consulter l'opinion du peuple de la Louisiane sur la nécessité ou la convenance de convoquer une assemblée générale dans le but d'amender la Constitution;" et un autre bill intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé "acte pour annexer certaines paroisses y nommées, au district occidental de la Cour Suprême et pour fixer un tems additionnel, approuvé le 2 avril 1938," et pour d'autres objets.

Mr. Winn fait savoir qu'il présentera incessamment un bill intitulé "Acte pour changer le mode d'élection du juri de police de la paroisse des Rapides."

Mr. Milligan donne avis que sous peu il introduira un bill intitulé "Acte pour organiser et définir l'autorité, les devoirs et les fonctions du juri de police de *la paroisse de Plaquemines*," et

Un autre bill intitulé "Acte pour étendre la juridiction de la Cour de Paroisse de la paroisse de Plaquemines," et pour d'autres objets.

Mr. Ogden informe la Chambre que demain ou tout autre jour suivant il présentera un bill qui aura pour titre : "Acte créant deux juges additionnels pour la Cour Suprême de l'Etat."

Mr. Fallen donne avis que sous peu il introduira un bill intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Rivière Rouge."

Mr. Haile, conformément à l'avis préalable qu'il a donné présente le bill intitulé : "Acte supplémentaire à l'acte intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Lafayette à Opelousas."

Ce bill subit sa première lecture, et la seconde est mise à l'ordre du jour pour le lendemain.

Mr. Marigny donne avis que sous peu il introduira un bill intitulé "Acte pour céder aux Etats-Unis la juridiction des casernes et leurs dépendances, situées sur la rive gauche du *Mississipi, à environ un mille au-dessous de la Nouvelle-Orléans*."

Mr. Dixon informe la Chambre que demain ou tout autre jour suivant, il présentera un bill intitulé "Acte pour accorder certains privilèges à la ville de Harrisonburg."

Un autre acte créant un notaire additionnel pour la paroisse de Catahoula; et

Un troisième acte pour créer un encanteur pour ladite paroisse de Catahoula.

Mr. Ogden, conformément à l'avis qu'il a préalablement donné, introduit un bill intitulé "Acte pour prescrire certains devoirs aux greffiers des Cours de Paroisses et de Districts."

Ce bill, après avoir subi sa première lecture est, sur motion, référé au comité judiciaire.

Mr. Lawson, suivant l'avis qu'il a donné précédemment, présente un bill intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé acte pour déterminer les cas dans lesquels le défendeur, en matière criminelle, aura droit à une récusation péremptoire."

Ce bill subit sa première lecture et est référé au comité judiciaire.

Mr. Landry donne avis que sous peu il introduira un bill qui aura pour titre "Acte pour amender l'acte intitulé acte pour autoriser le trésorier de l'Etat à souscrire pour 50 actions, au nom de l'Etat, au fonds capital de la compagnie des canaux de Barataria et Lafourche, et pour d'autres objets."

Mr. Bryan informe la Chambre que sous peu il introduira un bill intitulé "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance de l'Union, de la Nouvelle-Orléans."

ORDRE DU JOUR—2me Lecture.

La résolution fixant l'époque de l'élection de l'imprimeur de l'Etat, est prise en considération et adoptée.

La résolution invitant nos Représentans et Sénateurs au Congrès à user de tous leurs efforts pour obtenir la passation d'une loi augmentant les salaires des divers officiers des Etats-Unis attachés au bureau des terres en cet Etat, est également prise en considération et adoptée avec un amendement.

Le greffier est invité à se rendre au Sénat pour lui donner connaissance de ces résolutions.

Le bill intitulé "Acte pour accorder les privilèges d'une banque à la Compagnie des Améliorations de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets," subit sa seconde lecture et est mis à l'ordre du jour pour le lendemain.

La Chambre prend alors en considération, section par section, le bill intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé acte pour incorporer l'Académie de Montpellier, et pour accorder une appropriation en faveur de ladite académie et du collége d'Alexandrie, approuvé de 30 Mars 1833." et de la même manière le bill intitulé *Acte pour amender l'acte intitulé acte pour incorporer l'Eclairage par le moyen du gaz*, et de la banque de la Nouvelle-Orléans."

Les deux bills étant adoptés, sur motion résolu que ces deux bills passent et conservent leurs titres.

Le greffier est invité à se transporter au Sénat et lui demander son concours à ces deux bills.

Sur motion, la chambre s'ajourne à demain à dix heures du matin.

OFFICIEL.

JOURNAL DU SENAT
DE L'ETAT DE LA LOUISIANE

DOUZIEME LEGISLATURE—2me. SESSION.

Ce jour étant celui fixé par la constitution pour la réunion de la Législature de l'Etat de la Louisiane, le Sénat s'est assemblé conformément à cette disposition.

MEMBRES PRESENTS:

C. Lacoste—1er district.
Albert Hoa—3d district.
Charles Derbigny—3me district.
R. C. Nicholls—3d. Jacques—Ascension.
Zénon Labauve—Ouest Baton-Rouge.
Auguste Téte—Lafourche.
J. E. Johnson—Feliciana.
P. E. Bossier—Natchitoches.
John Brownson—Attakapas.
Stephen E. Cuny—Rapides.
L. H. Moore—St. Landry.
John S. Lewis—Ouachita.

Sur la motion de M. Hoa, M. Derbigny a occupé le fauteuil.

Sur la motion de M. Hoa le Sénat a procédé à l'élection d'un président; et Messrs. Bossier et Johnson ayant été nommés vérificateurs, le dépouillement du scrutin a donné le résultat suivant :

Mr. Charles Derbigny,	9 voix.
Albert Hoa,	1 "

Sur motion, les Sénateurs nouvellement élus, dont les noms suivent, ont prêté le serment de leur place—Messrs. Derbigny, Cuny et Lewis.

M. Derbigny a prêté le serment requis par la constitution, comme président du Sénat.

Sur la motion de M. Brownson, le Sénat a procédé à l'élection d'un secrétaire; et Messrs. Bossier et Johnson ayant été nommés vérificateurs, le dépouillement du *scrutin a donné pour résultat l'élection de M. Horatio* Davis à l'unanimité, qui a prêté le serment d'office.

Sur motion de M. Moore, le Sénat a procédé à l'élection d'un sergent d'armes; et Messrs. Bossier et Johnson ayant été nommés vérificateurs, le dépouillement du scrutin a donné le résultat suivant :

Charles Lemaître,	11 voix
Un bulletin blanc.	

Sur motion de M. Lacoste, le Sénat a procédé à l'élection d'un sergent d'armes; et Messrs. Bossier et Johnson ayant été nommés vérificateurs, le dépouillement du scrutin a donné le résultat suivant :

Charles Lemaître,	11 voix
Un bulletin blanc.	

Sur motion de M. Lacoste, le Sénat a procédé à l'élection d'autres officiers.

Les résultats du scrutin sont ont été élues :

W. W. Collins et L. A. Fréfère, traducteurs.
O. Labauve, C. Wiltz, Dupré et Hornsby, commis aux enrôlemens.
Mr. Samuel Kibourg, portier, et H. P. Leonard, sténographe.

Sur la motion de Mr. Nicholas, le secrétaire du Sénat a été chargé d'informer la Chambre des Représentans que le Sénat était prêt à se livrer à ses travaux.

Un message de la Chambre, apporté par Mr. Eastin, son greffier, a informé le Sénat que la Chambre se trouvait en quorum, et qu'elle était prête à se livrer à ses travaux.

Sur la motion de Mr. Labauve, la résolution suivante a été adoptée et portée à la Chambre.

"Résolu qu'un comité réuni, composé de deux membres du Sénat et de membres de la Chambre soit chargé de se rendre auprès du gouverneur, afin de l'informer que la Législature était prête à se livrer à ses travaux.

Messieurs Labauve et Bossier on ont été nommés de la part du Sénat.

Un message de la Chambre a informé le Sénat que la Chambre a donné son concours à la résolution précédente, et que l'orateur a nommé de la part de la Chambre Messrs. Lewis, Guillet et Roussel.

Mr. Lacoste, président du comité chargé de se rendre auprès du gouverneur, a informé le Sénat que la comité avait rempli son devoir, et que le gouverneur l'avait prévenu qu'il ouvrerait immédiatement son message d'ouverture.

Mr. E. Forstall, secrétaire privé du gouverneur, a remis les messages suivans :

1°. Voir le message du gouverneur, dans l'Abeille du 5.

Sur motion de Mr. Lacoste, ordonné que deux cents exemplaires du message annuel du gouverneur soient imprimés pour l'usage du Sénat

A l'honorable Sénat et à la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu une lettre de Mr. Charles Gayarré, datée de Paris le 26 septembre 1835, offrant sa démission comme membre du Sénat des Etats-Unis, à cause du mauvais état de sa santé.

E. D. WHITE.

Nlle.-Orléans, 4 janvier 1836.

Sur motion, le Sénat s'est ajourné à demain 10 heures du matin.

DERNIERES DATES			
New-York.....	23 déc	Boston.....	19 déc
Philadelphie....	23 "	Baltimore....	24 "
Charleston.....	23 "	Washington....	25 "
Paris.....	9 nov.	Liverpool.....	12 nov.
Havre.....	1 nov.	Londres.....	11 "

L'ASSEMBLEE annuelle des souscripteurs de la Société des orphelines aura lieu à l'asyle Poydras, samedi 6 du courant, entre 11 A. M. et 2 P. M. à l'effet d'élire les *directeurs qui devront servir l'année* courante. 6 jan—10

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 6 Jan. 1836.

COTON.

130 balles	Mississippi.	15½cts.
25 dito	dito.	15¾
27 dito	dito.	16¾
30 dito	Tennessee.	15¼
13 dito	Floride.	17
40 dito	Louisiane.	16¾
25 dito	Arkansas.	16¼
26 dito	Louisiane.	16
20 dito	Floride.	15
675 Total		

Mercredi 6 Janvier 1836.

Corrigés par Thomas Fellows, courtier de change.

Banque de l'Etat de la Louisiane	122 demandé.
Banque d'Orléans	118 dem. ventes.
Banque de la Louisiane	pas de ventes.
Banque Consolidée	103 pas de ventes.
Banque du Canal	105 demandé.
Banque de Cité	106 ventes faites.
Banque de l'Union de la Louisiane	122 ventes faites.
Banque des Citoyens	
Banque Commerciale	104 ventes faites.
Banque des Artisans	53 demandé.
Banque du Gaz	102½ dem. ventes.
Banque du Chemin du Carrollton	23 pour 25 payés.
Compagnie d'Ass. de l'Etat de la Louis.	10 de prime.
Compagnie d'Ass. de la Louis.	$130 pour 300 payés.
Compagnie d'Orléans	*pas de ventes.*
Compagnie d'Ass. du Mississippi	point d'offerts.
Compagnie d'Ass. des Négocians	37 dem. ventes.
Compagnie d'Ass du l'Ouest	60 ventes faites.
Compagnie d'Ass. de l'Atlantique	28 dem. ventes.
Compagnie d'Ass. de l'Océan	521 demandé.
Compagnie d'Ass. Commerciale	pair demandé.
Compagnie d'Huile de graines de Coton	pas de ventes.
Compagnie de Navigation d'Orléans	pas de ventes.
Compagnie de Pontchartrain	76 pour $100 payés
Compagnie du Railroad de Nashville	par—ventes.
Compagnie de la Presse d'Orléans	150 pour 500 payés.
Compagnie de la Presse de la Louisiane	pair demandé.
Compagnie d'Architectes de 1824	65 pour 100 payés.
Compagnie d'Architectes 8e. Dist	pas de ventes.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Antioch, Mann, Hâvre, W. Nott & co.
Goël. Brutes, Hurd, Matagorda, Texas, W. Bryan.

ARRIVES.

Bateau de remorque Shark, Thomas, des passes avec les brigs Madrid, et goëlettes Emeline, Ontario et Tres-Sierra.—Rien de nouveau.

Brick Madrid, Staughter, Hunel Point, de Vera-Cruz. Goël. Emeline, Eldridge, de Mocquito.
Goël. Three-Sisters, Wells, de la Mobile.
Goël. Ontario, Parsons, de Port au Prince.
Bat. à vap. Trewbador, Staley, Maysville.
Bat. à vap. Lamplighter, Rose, Louisville
Bat. à vap. Gen. Sumpter, Hooper, Cincinnati.
Bat. à vap. Gladiator, Artus, Baton-Rouge.
Bat. à vap. Memphis, Hart, Nashville
Bat. à vap. Columbia, Clarke, Bayou Sara.
Bat. à vap. Privateer, Claiborne Natchitoches.
Bat. à vap. Chickasaw, Cotta, Bayou Sara.
Bat. à vap. Randolph, Miller, de Nashville.
Bat. à vap. Adriatic Perry, Cincinnati.

VETERANS DE 1814-15—Attention!

☞ Vous vous assemblerez en face de la Mairie, le vendredi 8 janvier, pour vous joindre à la procession. On fermera les rangs à 10 heures.

Les souscripteurs au dîner des vétérans se réuniront à la Bourse de Hewlett, à 3 heures précises.

7 janv PAR ORDRE DU COMITE.

NAvire Chandler Price—Capitaine MATHER.—Toutes les personnes qui ont eu des marchandises retirées du dit navire, par les sauveurs de la Floride, et apportées à Nassau et vendues pour le sauvetage, voudront bien fournir immédiatement à M. G. Lewis, notaire public, rue St. Louis, no. 45, l'état de leur valeur, attendu qu'il en est besoin pour clôre l'évaluation au terme moyen pour ce navire. 7 jan—6

VIN ROUGE de Bourgogne en barrique à vendre par E. SAINET,
7 jan—7 rue Bienville, no. 51.

FARINE—1000 barils de Farine superfine, à vendre par G. DORSEY,
7 janv 38, rue de la Nelle. Levée.

10 Actions de la Compagnie de Bengue et du Canal, à vendre par Wm. BRYAN,
7 jan